

## L'intellectuel pour la souveraineté devant l'impasse

Serge Cantin

Volume 44, numéro 1 (255), février 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/32953ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Collectif Liberté

### ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Cantin, S. (2002). L'intellectuel pour la souveraineté devant l'impasse. *Liberté*, 44(1), 87-100.

## L'intellectuel pour la souveraineté devant l'impasse<sup>1</sup>

Serge Cantin

La « cause » de l'indépendance du Québec préoccupe-t-elle toujours l'intellectuel québécois ? Qu'est-ce qui pourrait bien justifier celui-ci de s'engager aujourd'hui en faveur de la souveraineté ? Pareil parti pris implique-t-il de sa part l'adhésion à un parti ou à un mouvement politique ? Est-il même, ce parti pris, compatible avec son rôle d'intellectuel ?

Pour amorcer ma réflexion, aussi brève que personnelle, autour de ces questions, je citerai d'abord un passage du beau livre de Michel Winock, *Le siècle des intellectuels* :

Le propre d'un intellectuel étant de penser par lui-même, il se pourrait qu'il répugne désormais, après tant de mécomptes, à s'aligner en série, à enrichir de son nom les pétitions quotidiennes, à vivre un Nous autres illusoire ; et qu'il s'impose, au contraire, de chercher à saisir, avec prudence, le sens

---

<sup>1</sup> Une version abrégée de ce texte a paru dans *Le Devoir* daté du 11 juillet 2001.

des choses voilé par la complexité croissante du monde. Un retour au Je, dans ces conditions, ne serait pas un effet d'orgueil ou un aveu de narcissisme, mais une déclaration tout à la fois de prudence et de liberté <sup>2</sup>.

Personnellement, je n'ai pas eu à opérer un tel retour au Je, attendu que je ne me suis jamais quitté, ou si peu. Le fait est que je n'ai pas, que je n'ai jamais eu le tempérament d'un militant. Ce qui ne m'empêche pas pour autant de me sentir concerné par la chose politique, ni d'intervenir de temps à autre sur la place publique, voire de signer à l'occasion une pétition. Mais m'inscrire à un parti ou à une organisation politique, me mettre à son service, en défendre les positions, être solidaire des décisions prises par sa direction, non seulement cela ne convient-il pas à ma nature solitaire et indépendante, mais une telle posture me paraîtrait difficilement compatible avec ce que je crois être mon rôle d'intellectuel. Je dis bien : avec ce que je crois être mon rôle d'intellectuel, puisque toute définition de l'intellectuel n'est peut-être après tout qu'une autodéfinition, qu'une auto-justification. Qu'est-ce donc pour moi qu'un intellectuel ? Je le caractériserais comme ce professionnel de l'intellect, cet écrivain, ce professeur, ce savant, cet artiste qui, sur des questions ne relevant pas *a priori* de son champ de compétences, sur des questions de nature éthique ou politique, décide librement – en toute liberté d'esprit par rapport à quelque groupe que ce soit – de se prononcer, d'intervenir publiquement, au nom de ce qu'il croit être la vérité dans les affaires humaines. J'insiste encore sur le « croire », parce que cette vérité-là n'est pas une vérité

---

<sup>2</sup> Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1999 [1997], p. 771.

objective, mais une valeur envers laquelle l'intellectuel s'engage en son âme et conscience, comme Zola l'a fait au moment de l'affaire Dreyfus, avec un courage exemplaire.

J'essaie tant bien que mal d'expliquer et de m'expliquer à moi-même pourquoi je n'ai jamais appartenu à aucun parti ni à aucun mouvement politique. Ce dont je ne tire aucun orgueil particulier. Les partis et les mouvements politiques sont des instruments nécessaires à la vie démocratique, ils font partie intégrante de nos régimes de démocratie indirecte. Pourtant, si je ne me fais pas gloire de n'appartenir à aucun parti, il m'arrive quelquefois de m'en féliciter, par exemple, lorsque les députés de notre Assemblée nationale, plaçant l'obéissance au parti et à son chef au-dessus du principe de justice, votent à l'unanimité une motion de blâme contre le citoyen Michaud. Alors, je me demande si le critère premier de l'engagement de l'intellectuel, ce qui fait la singularité et peut-être aussi le prix de son engagement, ce n'est pas au fond de n'être d'aucun parti, fût-ce de celui qui travaille ou prétend travailler à la même cause que la sienne, à plus forte raison si le parti en question est au pouvoir. Je ne dis pas que l'intellectuel, pour peu qu'il vive dans un système multipartiste, devrait s'interdire, sous prétexte d'impartialité, de soutenir un parti politique. Au contraire, c'est son devoir de le faire en tant que citoyen. Car l'intellectuel n'est pas d'une autre essence que le citoyen, il n'est pas au-dessus de la mêlée. Reste que son soutien, ce n'est pas d'abord au parti qu'il le donne, mais toujours à la cause que celui-ci prétend servir. On me dira qu'une telle distinction n'est pas le propre de l'intellectuel, que tout citoyen distingue, du moins en principe, le parti de la cause qu'il représente. J'en conviens. Mais ce qui

caractérise l'intellectuel sous ce rapport, c'est la conscience aiguë qu'il a ou qu'il devrait avoir de cette distinction. Il en va ici de la fonction critique de l'intellectuel, de ce qui fait la spécificité de son rôle politique dans la société. Ce rôle n'est pas celui d'un oracle ou d'un prophète, ni d'un marchand de vérités ou de doctrines. Il importe que l'intellectuel ne perde pas de vue le caractère dérivé de son rôle, c'est-à-dire la cause ou la valeur qu'il est venu défendre sur la place publique, tout en restant par ailleurs conscient que ce rôle comporte certains risques, qui sont inhérents à toute entreprise de démythification. Pour paraphraser Fernand Dumont, l'intellectuel « n'atteint pas la lucidité sans infraction<sup>3</sup> ». En effet, ceux qui détiennent le pouvoir dans une société, que ce pouvoir soit politique, économique, culturel ou intellectuel, n'apprécient guère qu'on les surprenne en flagrant délit d'hypocrisie, de mensonge ou de fraude intellectuelle. Pensons encore une fois à Zola, ou encore à Soljenitsyne ; mais pensons aussi, plus près de nous, à Fernand Dumont lui-même, aux attaques dont il fut la cible à la fin de sa vie, et après sa mort, pour avoir osé enfreindre la censure qu'exercent ceux qu'il a appelés, dans *Raisons communes*, les nouveaux metteurs en scène du spectacle idéologique québécois.

ooo

Sur la base de ces quelques remarques générales sur le rôle de l'intellectuel, je voudrais maintenant tenter, à mes risques et périls, de répondre à une question passablement

---

<sup>3</sup> Fernand Dumont, *Raisons communes*, Montréal, Boréal, 1995, p. 25.

délicate : quelle attitude l'intellectuel pour la souveraineté devrait-il adopter aujourd'hui vis-à-vis du Parti québécois ?

Cette question n'est pas simple en effet. D'une part, parce qu'il n'est pas simple pour un souverainiste, qu'il soit ou non un intellectuel, de concevoir le projet de souveraineté du Québec sans le parti qui s'est voulu, depuis plus de trente ans, l'incarnation même de la souveraineté et qui s'en prétend toujours le seul véhicule politique efficace. La question n'est pas simple, d'autre part, parce qu'en même temps qu'il est en position de pouvoir, en tant que parti ministériel à Québec, le PQ se trouve également, notamment par le biais de son rejeton fédéral le Bloc québécois, en position de contre-pouvoir face à l'État canadien.

N'est-ce pas cette double complexité, cette double difficulté à envisager la poursuite de notre lutte nationale sans ou après le Parti québécois, qui explique pourquoi tant d'intellectuels souverainistes, aussi critiques ou aussi désillusionnés puissent-ils être à l'endroit du PQ, continuent néanmoins de lui accorder leur soutien presque inconditionnel ? J'en veux pour exemple celui qu'on doit considérer non seulement comme l'un des plus grands penseurs et défenseurs de la souveraineté du Québec, mais aussi comme l'un de nos intellectuels les plus lucides : Pierre Vadeboncoeur. Voici ce que ce dernier écrivait à la suite de la récente défaite du PQ dans le comté de Mercier et du résultat surprenant qu'y a obtenu le parti de Paul Cliche :

On ne saurait extrapoler à partir de ce résultat champignon. Mais, tout de même, cet avertissement n'est pas rien et il a une valeur incontestable. Est-ce à dire qu'un nouveau parti souverainiste est

né qui pourrait viser à remplacer éventuellement le PQ ? Il n'y aura jamais d'autre grand parti souverainiste que celui-ci. Si le PQ décline, il n'aura pas de réel successeur et ce sera la fin du souverainisme <sup>4</sup>.

J'ai pour Pierre Vadeboncœur la plus grande admiration. Et je comprends et partage tout à fait son inquiétude quant à l'avenir du projet indépendantiste. Néanmoins, je ne puis qu'exprimer ici mon désaccord avec un raisonnement qui n'est pas sans rappeler la dialectique des compagnons de route du Parti communiste, cherchant tant bien que mal à concilier leur foi révolutionnaire et leur rôle d'intellectuel. Bien qu'il sache se montrer critique envers le PQ, un peu comme Sartre pouvait l'être à l'endroit du Parti communiste, Vadeboncœur se refuse à le remettre en question, de crainte de faire ainsi le jeu des fédéralistes et de nuire au parti qui, à ses yeux, représente le seul espoir de ceux qui croient encore en la souveraineté du Québec. Quiconque est en faveur de celle-ci ne peut être que du côté du Parti québécois. Pourquoi ? Pour ne pas diviser les forces indépendantistes. Tel est le principal, sinon l'unique argument que Vadeboncœur est en mesure d'avancer pour justifier la pérennité de son soutien au PQ. Est-il besoin de rappeler que cet argument n'est pas nouveau, qu'il est celui-là même qu'invoquèrent à l'origine les dirigeants du Parti québécois pour convaincre les autres partis indépendantistes de la nécessité de se faire hara-kiri, dans l'intérêt même de la cause indépendantiste. Mais il y a lieu de se demander si, pour défendable qu'il était peut-être au départ, l'argument de la non-division des forces indépendantistes n'est pas devenu avec le temps un instrument de chantage au bénéfice

---

<sup>4</sup> Pierre Vadeboncœur, « La vie en rose », *Le Couac*, mai 2001, p. 2.

du Parti québécois, un instrument qui continue de tirer son efficacité de la disparition des autres partis indépendantistes et du succès électoral qui en a résulté pour le PQ. Certes, se dit-on, le Parti québécois n'a pas réalisé la souveraineté du Québec ; mais il a pris et repris le pouvoir, et tant qu'il l'occupe, rien n'est perdu, la souveraineté demeure à l'horizon.

Encore une fois, il m'est impossible de souscrire à un tel raisonnement. Et pour une raison fort simple, qui découle de ce que j'ai dit précédemment au sujet de la vigilance critique que l'intellectuel doit savoir exercer à l'endroit des partis politiques, eu égard à la cause ou au projet que ceux-ci prétendent servir. En un mot, ce qui me retient aujourd'hui d'appuyer le Parti québécois, c'est que ce parti n'a plus pour fin l'indépendance du Québec. Non pas que le PQ ait abandonné officiellement le projet qui lui a donné naissance ; mais ce projet, les stratèges péquistes ont su si bien le subordonner au moyen qu'ils avaient conçu pour le réaliser, que la fin s'est finalement dissoute dans le moyen. En effet, et contrairement à ce que peuvent encore laisser croire certaines déclarations solennelles de ses dirigeants, ce n'est plus la souveraineté du Québec qui constitue désormais la finalité ou la raison d'être du Parti québécois, c'est le pouvoir, c'est de conserver par tous les moyens le pouvoir qu'il a repris en 1994. S'il n'en était pas ainsi, le gouvernement du Parti québécois ferait quelque chose ; or il ne fait rien, sinon administrer la province de Québec selon les principes du néolibéralisme triomphant, ce que le Parti libéral ferait tout aussi bien, si l'on peut dire. J'anticipe l'objection : « Alors, vous voudriez que le gouvernement péquiste préside à un troisième référendum perdant, avec



les conséquences désastreuses qu'un tel échec ne manquerait pas d'entraîner autant pour l'avenir de l'option que du Québec lui-même ? Ce serait totalement irresponsable de sa part ! » Eh bien, je crois que le gouvernement du Parti québécois pourrait faire beaucoup de choses avant de déclencher un troisième référendum, à commencer par promouvoir l'indépendance du Québec. Mais il pourrait également démissionner, quitte à provoquer une grave crise politique et à forcer la tenue d'une élection extraordinaire où, pour une fois, sans ambiguïté, le PQ lierait son sort à la cause qu'il prétend servir. Il est vrai que cela exigerait, outre une certaine imagination, une bonne dose de courage politique.

Il faut soutenir le PQ, nous dit Vadeboncœur, parce que sans lui le projet de souveraineté du Québec n'a pas d'avenir, qu'il ne peut aboutir qu'à une impasse. Ce qui suppose que, sous la gouverne du Parti québécois, le projet de souveraineté a un avenir, qu'il n'est pas dans l'impasse ; qu'aussi longtemps que le PQ demeure au pouvoir, nous sommes en route vers la souveraineté. Comme si le Parti québécois avait le pouvoir de nous préserver de l'impasse.

J'estime, au contraire, que le projet de souveraineté se trouve depuis pas mal de temps déjà dans une impasse. Ici encore, je vois venir l'objection : « Quelle impasse ? Lors du dernier référendum, près de 50 % de Québécois, dont plus de 60 % de francophones, ont voté oui à la souveraineté du Québec : est-ce bien là ce que vous appelez une impasse ? » On pourrait longuement épiloguer sur le sens qu'il convient de donner à de tels résultats : cela ne changerait rien au sentiment que nous éprouvons tous, je crois – y compris

ceux qui luttent pour tenter d'y échapper –, d'être, collectivement parlant, dans une impasse. De cette impasse, il y a certes des indices, mais qui ne sont pas assimilables à des critères objectifs. Une impasse, que ce soit celle d'un individu ou d'une collectivité, cela, à la limite, ne se démontre pas ; cela s'éprouve et cela se reconnaît, ou non.

À cet égard, on pourrait comparer le rôle de l'intellectuel à celui du psychanalyste, dont la tâche consiste à aider la personne à sortir de l'impasse dont elle se sent prisonnière. Pour y arriver, il lui faudra d'abord surmonter les ruses de l'inconscient, vaincre les résistances et les censures au moyen desquelles la personne, l'analysant, cherche à demeurer dans l'impasse, à ne pas affronter la « dure réalité » de celle-ci. Analogiquement, je dirais que l'une des premières tâches qui incombent aujourd'hui à l'intellectuel québécois, et spécialement à l'intellectuel pour la souveraineté, c'est d'aider la société québécoise à dépasser le sentiment diffus de l'impasse où elle se trouve, afin de lui permettre d'accéder à la pleine reconnaissance de cette impasse, condition *sine qua non* pour qu'elle puisse un jour espérer en sortir et devenir une société libre de déterminer son destin, c'est-à-dire souveraine. Telle est, soit dit en passant, l'intention capitale qui sous-tend la démarche de Fernand Dumont dans ses deux ouvrages, *Genèse de la société québécoise* et *Raisons communes*.

Bien sûr, il n'est pas donné à tous les intellectuels souverainistes d'être des Fernand Dumont. Mais je ne pense pas qu'il faille être grand clerc pour prendre conscience aujourd'hui, avec le recul, du détournement de sens que l'idéologie péquiste, et la classe qui en est le support,

auront fait subir au projet d'indépendance du Québec, en l'orientant, d'entrée de jeu, sur la voie sans issue de la souveraineté-association. La souveraineté-association n'est pas seulement le premier nom du Parti québécois ; elle est aussi celui du cercle vicieux dans lequel le PQ a entraîné le mouvement de la souveraineté, avant qu'il ne confie à ses intellectuels organiques le soin de penser la quadrature de ce cercle. Ainsi nos universitaires-spécialistes-de-la-question-nationale accouchèrent-ils, comme il se doit, d'un souverainisme abstrait, aseptisé, dénationalisé, garanti « ethnicité zéro » ; un souverainisme on ne peut plus civique et politiquement correct du point de vue néolibéral dominant.

On ne parle plus guère de classe sociale au Québec, le concept ne faisant pas partie du vocabulaire politique de la nouvelle classe dirigeante. Réfléchissant sur « la transformation des classes sociales au cours de la Révolution tranquille », Dumont se demandait s'il ne s'agissait pas là « du point aveugle de l'interprétation de la société québécoise d'aujourd'hui<sup>5</sup> ». Dans le même ordre d'idées, il serait pertinent de se demander si la question des classes sociales n'est pas le point aveugle de l'interprétation actuelle de la souveraineté. Pour dire crûment les choses : se pourrait-il que la souveraineté et son interprétation aient été confisquées par une nouvelle classe sociale, exploitant à son profit le vieux fond nationaliste canadien-français, l'utilisant comme alibi pour réaliser sa souveraineté à elle, pour conquérir, par le biais d'un parti souverainiste, le pouvoir d'interpréter la société québécoise ? Ce ne serait pas la

---

<sup>5</sup> Fernand Dumont, *op. cit.*, p. 24.

première fois dans l'histoire qu'une classe sociale eût confondu sa propre ascension avec celle de toute la collectivité.

Toutefois, en même temps qu'on peut le tenir responsable du détournement de sens du projet souverainiste, le Parti québécois – rendons-lui cette justice – n'a pu accomplir ce détournement sans le consentement implicite du peuple québécois, sans prendre appui sur le détournement politique auquel il fut historiquement contraint par le conquérant. Dernier avatar, dernière ruse de notre « fatigue culturelle », la souveraineté-association reconduisait le dédoublement de l'identité canadienne-française diagnostiqué par Jean Bouthillette ; elle perpétuait, sous son trait d'union même, ce divorce de la nation culturelle et de la nation politique dont Dumont a fait ressortir la profondeur historique ainsi que la persistance jusqu'à nous.

De ce point de vue, le Parti québécois représente moins une cause qu'un symptôme ; ce qui signifie que l'impasse où il a conduit le projet de souveraineté est bien la nôtre. Cette impasse nous renvoie à nous-mêmes, à ce que l'histoire a fait de nous, mais aussi à ce qu'il nous appartient de faire de notre histoire, à l'avenir de notre mémoire. Car d'aussi loin qu'elle nous vienne, l'impasse n'est pas fatale. Elle ne l'est pas parce qu'il n'est pas vrai que notre héritage s'épuise en elle, comme si le sens de notre passé était déterminé une fois pour toutes. « Notre héritage n'est précédé d'aucun testament », disait le poète René Char. Qu'est-ce que cet héritage nôtre et non testé ? Où le trouverons-nous, sinon dans notre « cimetière de promesses non tenues », selon l'expression de Paul Ricœur ? « C'est, précise ce dernier, en délivrant, par le moyen de l'histoire, les promesses

non tenues, voire empêchées et refoulées par le cours ultérieur de l'histoire, qu'un peuple, une nation, une entité culturelle, peuvent accéder à une conception ouverte et vivante de leurs traditions<sup>6</sup> ». Et Ricœur d'ajouter que c'est, avant tout, aux intellectuels – aux « éducateurs publics » comme il les appelle – qu'il revient de ranimer, de ressusciter ces promesses non tenues.

N'est-ce pas à une semblable tâche qu'est convié aujourd'hui l'intellectuel souverainiste ? À une tâche à la fois critique et organique, par-delà la fameuse opposition gramscienne entre l'intellectuel critique et l'intellectuel organique. Au cours des dernières années, certains intellectuels souverainistes ont renoncé à leur fonction critique pour devenir ni plus ni moins des fonctionnaires de la souveraineté, quand ce n'est pas des idéologues du régime ou des conseillers du Prince. « Rien n'est pis que l'institutionnalisation de la fonction intellectuelle », faisait remarquer Michel Winock<sup>7</sup>, qui invitait en même temps les intellectuels à exercer un rôle organique dans la Cité, en tant qu'« ouvriers de cette démocratie impossible », toujours imparfaite et toujours à défendre. De cette démocratie impossible, j'ajouterais que l'intellectuel doit se faire la mauvaise conscience, comme l'intellectuel pour la souveraineté devrait être la mauvaise conscience d'une souveraineté qui, pour ne pas être impossible, se révèle infiniment plus difficile à réaliser que nous avons pu naïvement le croire.

---

<sup>6</sup> Paul Ricœur, « La marque du passé », *Revue de métaphysique et de morale*, n° 1, 1998, p. 30-31.

<sup>7</sup> Michel Winock, *op. cit.*, p. 772.

Dans *Gouverner ou disparaître*, Vadeboncœur nous exhortait à « en finir avec cet optimisme superficiel<sup>8</sup> » qui nous avait fait croire en l'irréversibilité de l'indépendance, au point d'en abandonner la réalisation effective aux politiciens. Dénonçant les effets pernicioeux de cet optimisme, il réclamait « une pensée moins complaisante, plus sévère et par conséquent plus exigeante sur ce qu'elle demandera des gens » ; une pensée qui soit par ailleurs « conscient[e] qu'un jour il pourrait n'y avoir plus de temps ».

Ce jour-là est peut-être plus proche qu'on ne l'imagine. Dans vingt ou trente ans, tout au plus, les francophones seront minoritaires sur l'île de Montréal. Alors commencera, on doit le craindre, l'inexorable processus de « louisianisation » du Québec. On ne cessera pas de parler français du jour au lendemain, bien sûr ; mais on risque d'assister (ce qui est bien pire encore) à la lente agonie de notre langue et de notre culture. Est-ce ce que nous voulons ? Il faut voir la réalité en face, si dure soit-elle. Sommes-nous prêts à assumer le paradoxe que constitue le fait de vivre en français en Amérique ? Il y a des signes qui donnent à penser que non. Alors, si l'on est attaché à cette langue et à cette culture, et si l'on croit que la culture québécoise a encore un rôle à jouer comme éthos collectif, comme support de la quête éthique de ceux et celles qui viendront après nous, alors je dirais que le pessimisme est, pour l'intellectuel québécois, quasiment un devoir.

Vadeboncœur réclamait, à bon droit, une pensée plus sévère et plus exigeante. Quitte à me faire qualifier une fois

---

<sup>8</sup> Pierre Vadeboncœur, *Gouverner ou disparaître*, Montréal, Typo, 1993, p. 27.

de plus de « nationaliste mélancolique », j'ose réclamer une pensée résolument pessimiste. Non pas un pessimisme résigné et cynique, mais un pessimisme de l'urgence, actif et heuristique. Un pessimisme qui force à s'interroger sur notre devenir collectif, à rechercher en nous-mêmes, dans la commune mémoire, aussi bien les causes de l'impasse où nous nous trouvons que les raisons capables de relancer notre conscience historique vers l'avenir.